

**Déclaration de Sophie Pouwels
pour la FNEC FP-FO lors du
rassemblement et de l'AG AESH
du 8 avril à Toulouse**



On compte cette année environ 100 000 AESH dans toute la France. Pour autant ce métier n'est toujours pas reconnu comme il le devrait et nous sommes toujours dans une grande précarité : un statut maltraitant, des salaires nous plaçant en-deçà du seuil de la pauvreté, un manque de formation et une législation floue laissant la porte ouverte à tout type d'abus de l'administration. Dans notre académie, la loi concernant l'entretien professionnel et la revalorisation salariale n'est même pas respectée ! La FNEC-FP-FO dit stop !

Et ce n'est pas fini ! Avec la mise en place des PIALs, que la FNEC-FP-FO a combattu dès le début, nos conditions de travail se sont dégradées encore plus ! Au sein de cette mascarade gouvernementale, la mutualisation des accompagnements est devenue extrême et souvent un prétexte à visée purement économique. Avec une moyenne de 4 enfants par AESH, nous devons accompagner de plus en plus d'élèves dans la même semaine (5, 6 ou 7 deviennent la norme mais on peut aller jusqu'à 11 dans notre département), voire de plus en plus en même temps. L'administration nous dit depuis le début vouloir faire en sorte que les accompagnements se fasse dans la cohérence. Mais où est-elle cette cohérence quand un élève voit passer plusieurs AESH dans la même semaine ou journée uniquement car il y a des problèmes d'emploi du temps, tant des AESH que des élèves, et qu'il faut boucher les trous ? La FNEC-FP-FO dit stop !

Nous nous retrouvons également ballottés entre plusieurs écoles ou établissements sous prétexte de flexibilité et de réactivité afin de répondre à toutes les notifications. Ceci entraîne des déplacements supplémentaires impactant notre situation financière très fragile et induit une fatigabilité plus importante. Il est aussi maintenant possible de nous changer d'établissement en cours d'année du jour au lendemain et sans pouvoir refuser. Comment travailler dans de bonnes conditions et faire des accompagnements de qualité avec, constamment, cette épée de Damoclès au-dessus de la tête ? La FNEC-FP-FO dit stop !

Tout ceci a souvent pour conséquences une surcharge cognitive, une perte de sens, des burn-out et même une envie de démissionner alors même que nous aimons notre métier ! La FNEC-FP-FO dit stop !

Concernant les élèves en situation de handicap, cette moyenne de 4 élèves par AESH réduit le nombre d'heures d'accompagnement par élève. Par exemple, dans les écoles, cela entraîne une moyenne de 6h d'accompagnement sur les 24h de classe. C'est pour la grande majorité insuffisant ! A cela l'administration nous répond que c'est adaptable selon les décisions de l'équipe pédagogique. Mais comment adapter sans moyens ? Comment augmenter le nombre d'heures d'accompagnement des élèves sans augmenter le nombre d'AESH ? En lieu et place d'un accompagnement de qualité, on nous demande un accompagnement de quantité ! La FNEC-FP-FO dit stop !

Ces élèves sont donc laissés pour compte entre une réduction de leurs heures d'accompagnement et une impossibilité à accéder aux établissements sociaux et médico-sociaux faute de places. Notre administration se vante d'inclure ces élèves mais cette inclusion est inacceptable quand faute d'un accompagnement digne de ce nom, des classes entières en payent les conséquences. Elle nous demande de favoriser l'accès à l'autonomie, mais est-ce vraiment accéder à l'autonomie que de se retrouver livré à soi-même au fond d'une classe ? La FNEC-FP-FO dit stop !

Quant aux enseignants, ils doivent déjà gérer des classes de plus en plus chargées, et avec la diminution de l'accompagnement, ils se retrouvent à devoir endosser le rôle d'AESH quand nous ne sommes pas présent. Même un rapport de l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale, fait en 2017, indique qu'en plus d'un accompagnement humain de qualité, une diminution des effectifs des classes serait une piste à envisager pour que l'inclusion fonctionne. Mais notre ministère préfère faire le contraire ! La FNEC-FP-FO dit stop !

L'administration nous répond que si tout ceci pose problème, c'est que les enseignants et les AESH ne savent pas travailler ensemble et qu'il faut renforcer ces binômes. Cette méthode pour nous diviser est grotesque. Comment travailler correctement en binôme lorsque nous sommes plusieurs à accompagner un seul élève et que cela peut changer à tout moment ? La FNEC-FP-FO dit stop !

Les directeurs eux aussi, n'en peuvent plus de cette situation et les casse-têtes deviennent permanents car on leur demande de faire plus avec moins. Ils se retrouvent à devoir refaire maintes fois les emplois du temps des AESH de leurs écoles façon Tetris pour essayer de couvrir un maximum de besoins, et malgré tout, ils n'y arrivent pas. Et il en va de même quand c'est le PIAL qui fait nos emplois du temps, preuve en est que, malgré ce que l'administration nous a promis, les redéploiements ne sont pas une solution et que même les coordonnateurs PIAL et les référents AESH n'arrivent pas à faire face au manque de moyens. Partout les directeurs font remonter des manques d'AESH et malgré tout, les recrutements ne suivent pas. La FNEC-FP-FO dit stop !

Nous sommes aussi en droit de nous demander si, pour l'année à venir, les directeurs, les chefs d'établissement et les équipes pédagogiques en général, ne vont pas recevoir des pressions quant à la formation des classes. Après tout, si on suit la logique des PIALs, pourquoi ne pas mettre tous les élèves mutualisés en situation de handicap d'un même niveau dans une même classe et un seul AESH ? La FNEC-FP-FO dit stop !

En bref, c'est l'école en entier qui subit les conséquences de cette situation qui n'a pour but que de faire des économies sur le dos des élèves et des personnels ! La FNEC-FP-FO dit stop !

C'est pourquoi nous revendiquons :

- un véritable statut de la Fonction Publique pour les AESH avec des droits statutaires légitimes tels que la garantie de l'emploi, la possibilité de mutation et une formation initiale et continue digne de ce nom ;
- une revalorisation des salaires et la possibilité de contrats à temps complet pour permettre aux AESH de vivre dignement de leur travail ;
- l'abandon des PIALs et de la mutualisation des moyens ;
- un recrutement massif des AESH pour permettre aux élèves ayant des notifications d'être accompagnés à hauteur des besoins.

